



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

territoires palestiniens

Question au Gouvernement n° 3381

Texte de la question

ENVOI DE BATEAUX HUMANITAIRES À GAZA

M. le président. La parole est à M. Jacques Alain Bénisti, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jacques Alain Bénisti. Ma question s'adresse à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes. J'y associe également les membres du groupe d'amitié France-Israël.

Depuis plusieurs semaines, les révolutions dans les pays arabes du Proche-Orient ont provoqué de nouvelles tensions aux frontières israéliennes - celles au nord-ouest de la Syrie dont on vient de parler - il y a un mois, à la frontière jordanienne, et régulièrement, lors de tirs de missiles Kassam provenant de Gaza, sur les populations civiles israéliennes. Ces débordements ne sont le fruit que d'extrémistes cherchant à déstabiliser l'ensemble de la région et ne sont pas le fait de la majorité de leurs populations qui n'aspirent qu'à conclure un traité de paix durable avec leurs voisins israéliens.

Il est évident que tous ces extrémistes issus d'Al-Qaida, du Hezbollah ou de certaines mouvances du Hamas qui, je le rappelle, détiennent toujours depuis cinq ans notre compatriote Gilad Shalit, ne souhaitent pas la paix avec l'État d'Israël. C'est pourquoi les initiatives de certains opportunistes d'affréter un bateau français pour provoquer les forces militaires israéliennes dans les eaux internationales, prétendument pour tenter de casser le blocus de Gaza, sont aussi irresponsables que suicidaires et feront simplement monter, une fois de plus, les tensions dans une région qui n'en a pas besoin, d'autant que la frontière entre l'Égypte et Gaza a été rouverte. Cette initiative est d'autant plus malheureuse qu'un navire battant pavillon français, le *Victoria*, vient d'être arraisonné avec, cachés dans ses soutes, des roquettes et des missiles Kassam provenant d'Iran.

Monsieur le ministre d'État, ma question est simple. Que comptez-vous faire pour éviter que le drapeau français ne soit, une fois de plus, bafoué par une ahurissante coalition PC, PS et Front national (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) qui, en fait, ne cherche qu'à contrecarrer l'initiative de conférence de paix proposée par le Président de la République ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député, vous avez évoqué plusieurs foyers de tension qui se sont développés au cours des dernières semaines au Proche-Orient, à savoir les incidents qui sont survenus le 15 mai et le 5 juin notamment sur le Golan. Nous avons vivement déploré la violation de la zone de séparation entre Israël et la Syrie. Nous avons aussi regretté l'usage disproportionné de la force pour répondre à ces violations.

S'agissant du projet de flottille, notre position est très claire et je l'ai rappelé aux autorités israéliennes comme aux autorités palestiniennes que j'ai rencontrées il y a maintenant dix jours. Nous pensons que cette initiative est regrettable et qu'elle ne peut qu'envenimer la situation. Nous avons demandé à tous ceux qui, en France, s'apprêtaient à y participer d'y renoncer.

Cela dit, nous n'avons pas les moyens juridiques d'empêcher des bateaux de prendre la haute mer et de se diriger vers la côte israélienne ou vers Gaza. Mais nous renouvelons ces mises en garde.

Le fond du problème, je l'ai dit en répondant à Renaud Muselier, c'est de sortir du *statu quo*. Tout change dans cette région. Le régime égyptien n'est plus ce qu'il était il y a six mois. La Syrie est dans la situation que l'on sait, le Hamas en a tiré des conclusions en se rapprochant du Fatah. Un accord a été conclu au Caire. Le *statu quo*

n'est pas tenable pour les deux parties concernées. Tel est le message que je suis allé apporter aussi bien aux Palestiniens qu'aux Israéliens.

Contrairement à ce qui a été dit un peu vite ici ou là, ce message n'a pas été rejeté. Les Palestiniens ont fait connaître leur accord à la démarche que nous proposons, le Premier ministre Netanyahu m'a indiqué qu'il y réfléchissait, Mme Hillary Clinton est prête à continuer à y travailler. Nous ne désespérons pas de faire prévaloir cette idée, d'avoir une réunion du Quartet, une réunion de la conférence des donateurs à Paris, pour enclencher un processus qui nous évitera une confrontation au mois de septembre à l'assemblée générale des Nations unies.

Nous avons une petite chance, nous la saisisons jusqu'au bout. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jacques Alain Bénisti](#)

Circonscription : Val-de-Marne (4^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3381

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 juin 2011